« La première manifestation d'existence du gouvernement provisoire fut la tentative de se soustraire à l'influence prédominante de la classe ouvrière en en appelant de Paris enivré au sang-froid de la France. Mais les ouvriers en armes imposèrent au Gouvernement la proclamation de la République ».

Quelques jours après, la classe ouvrière imposait par ses manifestations de rue, une nouvelle concession à la bourgeoisie aux cris de « Organisation du Travail ». Constitution d'un ministère spécial du Travail. A côté des ministères du travail bourgeois, commerce, finance, etc..., on crée un ministère du travail prolétarien qui ne pouvait être qu'un « ministère de l'impuissance ».

Les ouvriers croyaient alors encore pouvoir « s'émanciper aux côtés de la bourgeoisie » sans la renverser.

Toute l'histoire de février à juin 1848 n'est que l'histoire de ce malentendu reposant sur l'illusion : la suppression imaginaire des rapports de classe, *c'était la Fraternité.*

En même temps, le Gouvernement provisoire fit tout pour rassurer les classes possédantes et pour les enhardir dans leur contre-offensive, alors que la classe ouvrière voyait dans ce Gouvernement qu'elle avait conquis par la lutte, son Gouvernement à elle lui permettant de « prendre pied plus facilement dans la société bourgeoise ». Cette illusion était entretenue par la présence dans le Gouvernement de deux socialistes, Louis Blanc et Albert, réduits à un rôle de parade ou de conciliation.

La bourgeoisie comprenant qu'elle était de plus en plus menacée dans ses privilèges de classe par cette avance progressive de la classe ouvrière, résolut de faire cesser ce malentendu et de bien faire comprendre à la classe ouvrière que cette république était la république de ses maîtres.

On proclamait au Parlement que la république était une république bourgeoise qui n'avait pas pour but d'instaurer le socialisme, en même temps qu'on renforçait l'appareil de répression.

Enfin quand tout fut prêt, et que les classes possédantes eurent mobilisé à leur service tout ce qu'il y avait de crainte timorée, de rancœur et de haine antiouvrière, et que l'énervement et le désarroi du pays eut atteint son paroxyme, l'attaque décisive se déclancha. « Il faut en finir », ce fut le mot d'ordre du gouvernement et de la presse devant les revendications ouvrières. « Il faut en finir », et le 21 juin, on décréta la dissolution brutale des *Ateliers nationaux,* et l'enrôlement des chômeurs dans l'armée.

Les ateliers nationaux avaient été la seule réalisation « socialiste » du gouvernement, elle était la caricature destinée à rendre impopulaire, les revendications des ouvriers, qui voulaient constituer, avec l'aide de l'Etat, des *ateliers coopératifs* pour se libérer *pacifiquement* du salariat sans renverser par la violence la bourgeoisie détenant les moyens de production. La classe ouvrière ne devait pas *exproprier* ses maîtres mais les *concurrencer.* Cette utopie s'était traduite dans les faits par une entreprise qui faisait faire des travaux de terrassements souvent inutiles pour des salaires insuffisants. A la volonté de réalisation de classe ouvrière, on avait répondu par une aumône insultante. Mais cela aussi devait disparaître et les brousses africaines devaient résoudre la question sociale. La classe ouvrière acculée à la capitulation ou à la lutte, choisit la lutte.

A partir du 22 juin, mal armés et sans chefs, les ouvriers révolutionnaires résistèrent pendant 5 jours avec un courage et un génie admirables contre des forces de répression écrasantes que renforçaient d'heure en heure des troupes venant de province.

La victoire de la bourgeoisie « républicaine » fut couronnée par une répression féroce dirigée par le général Cavaignac. La petite bourgeoisie qui avait applaudi à l'écrasement du prolétariat paya par sa ruine économique sa trahison à la cause de la démocratie. « Au nom de la Propriété » la petite bourgeoisie avait combattu les insurgés de juin, « au nom de la Propriété », les petits boutiquiers étaient expropriés, par leurs créanciers, le fisc et les grands rivaux. « Les petits bourgeois reconnurent avec effroi qu'ils s'étaient livrés sans résistance aux mains de leurs créanciers en battant les ouvriers ».

Par la suite les fractions les plus réactionnaires de la bourgeoisie : *le parti de l'Ordre* renversaient tous les vestiges démocratiques, instauraient l'ignoble dictature du cléricalisme allié à l'Argent et préparèrent le 2 décembre.

La Doctrine dans l'action.

Nous devons tirer toutes les leçons qui s'imposent des illusions de 1848 et de la défaite qui s'ensuivit Le Front Populaire de 1848 fut un *Front Populaire* pour la bourgeoisie et sous la direction de la bourgeoisie pour les seules *liberté politiques.* Le *Front Populaire* de 1936 est l'union, sous la direction de la classe ouvrière, de toutes les masses opprimées et exploitées par le capitalisme, et pour renverser les *causes mêmes* de cette misère et de cette oppression. Le gouvernement actuel n'a qu'un but : soulager les masses, les aider et les laisser s'organiser pour « *s'émanciper* » définitivement du capitalisme. C'est pourquoi la classe ouvrière considère que ce gouvernement est son gouvernement à elle, lui permettant « de prendre pied dans la société bourgeoise ».

Tout recul, toute concession du gouvernement, toute prise d'hypothèques de la bourgeoisie capitaliste, du Sénat gardien de ses intérêts, sur le gouvernement, amènerait fatalement à d'autres reculs, à d'autres concessions et à finalement renverser complètement le sens de ce gouvernement qui, d'un gouvernement « d'occupation du pouvoir » pour la Révolution, deviendrait une barrière à la conquête du pouvoir. et un instrument pour abattre la classe ouvrière, comme en juin 1848 ou comme en janvier 1919, en Allemagne (Noske). Nous ne pensons pas qu'il y ait à ce sujet de « malentendu » au sein des Partis ouvriers; en tous cas, nous, Jeunes Gardes Socialistes, *nous avons bien compris ce que nous voulons.* Pour les classes moyennes et pour les danseurs de corde du parti radical, nous disons : « Les classes moyennes, comme en 1848, ont tout à perdre en cas de défaite de la classe ouvrière ». Il faut qu'elles choisissent ou la *ruine* par le capitalisme, ou aller vers un avenir meilleur *en transformant leur nature de classe.* Les démocrates n'ont rien à gagner non plus, par de nouvelles journées de juin. Ou bien la démocratie totale par la Révolution prolétarienne, ou bien l'écrasement des vestiges du Parlementarisme par les trusts et le fascisme.

LADMIRAL.

SALAIRES ET VIE CHÈRE

Il ne faut pas qu'une hausse des prix de détail équivalente à celle des salaires nous prive des avantages que devait nous apporter celle-ci! Tel est actuellement le cri unanime de la classe ouvrière. Celle-ci, en effet, sait par expérience qu'en régime capitaliste le grand patronat s'arrange toujours pour reprendre aux travailleurs d'une main ce qu'il leur accorde de l'autre. Ce n'est d'ailleurs pas au petit commerçant, qui a souvent peine à couvrir ses frais, mais aux gros producteurs et distributeurs que doivent s'en prendre les prolétaires.

Chacun sait qu'en régime capitaliste les prix de vente se composent du profit du commerçant ou de l'industriel, et du prix de revient subdivisé lui-même en coût de la matière première, du travail, charges fiscales et financières, loyer, outillage, etc.

Lorsque l'un des ces facteurs s'accroît sans que les autres diminuent, la hausse des prix est inévitable. Si donc aucune mesure n'intervenait il faudrait s'attendre, pour une augmentation globale de la masse des salaires de 35 %, à une hausse des prix de détail que les économistes bourgeois chiffrent à environ 10 à 20 %.

Mais il est possible de contrebalancer la hausse des salaires par la réduction des autres éléments des prix; tout d'abord, la réforme de la fiscalité en préparation allègera considérablement les taxes grevant la production. De même une politique économique hardie pourrait provoquer la baisse du taux du loyer de l'argent.

Par ailleurs, l'augmentation de la production, grâce à l'accroissement du pouvoir d'achat des masses, répartissant les charges constantes sur un plus grand nombre d'objets, celles-ci pèseront moins sur chaque unité.

Il ne serait donc pas utopique d'envisager, dans un avenir plus ou moins lointain, compensation de la hausse des salaires par la compression des autres éléments du prix de revient, mais à condition que ce rééquilibre des prix de revient ne soit pas faussé par une hausse spéculative inspirée par le désir des gros producteurs, de profiter des situations pour augmenter leur profit.

C'est ici que se pose le problème politique, que se fait jour la nécessité de l'intervention de l'Etat. En analysant l'élément profit, nous voyons qu'il faut distinguer entre les branches de la production encore soumises au régime de la libre concurrence et des monopoles de fait. Pour agir sur les premières, il faut d'une part, prendre comme cela a d'ailleurs déjà été fait par le Gouvernement, des mesures de police pour éviter les manœuvres spéculatives qui fausseraient le jeu de la loi de l'offre et de la demande, et d'autre part, préparer sous le contrôle de l'Etat, le regroupement des petites entreprises pour mettre fin au gaspillage d'énergie.

Quant aux secteurs actuellement objets d'un monopole de fait : eau, gaz, électricité, transports, métallurgie, assurances, commerce du blé, etc., où le profit n'est limité que par la nécessité d'écouler le plus grand nombre de produits possible, le prix de vente des marchandises ou des services ne dépasse pas une certaine limite au delà de laquelle le public serait obligé de s'en priver, mais il n'est aucunement fonction du coût de production. Par conséquent, la socialisation de ces branches de l'économie permettrait immédiatement de réduire d'une façon substantielle les prix de vente de ces produits, c'est-à-dire des principales matières premières.

Le contrôle et la réorganisation du secteur resté entre les mains du producteur privé assureraient la répercussion de cette baisse sur les prix de détail : ainsi, les quatre éléments : réforme fiscale, baisse du loyer de l'argent, baisse des matières premières, production accrue avec charges fixes constantes, concorderaient pour empêcher la hausse des prix de détail et permettre à la classe ouvrière d'améliorer *réellement* son niveau de vie.

Les satisfactions arrachées par la lutte au régime capitaliste pour être effectives, doivent nous conduire à dépasser ce régime et à entrer dans la période de transition qui nous conduira au socialisme intégral, mais nous savons quelles résistances la dépossession des privilégiés entraînera; pour briser celles-ci, il faut que la classe ouvrière s'empare de tous les rouages de l'Etat bourgeois et les utilise contre l'oligarchie jusqu'alors maîtresse de l'économie.

PIERIBE.

De "LA ROCQUE à DORIOT"

Il est évident qu'essayer de faire le point de l'activité fasciste n'est pas une chose facile en ce moment. Les décrets de dissolution ont semé dans les rangs ennemis une stupeur qui s'apparente étrangement à la panique. Toutes les déclarations des chefs de ces ex-organisations de perturbateurs et de voyous, sont symptomatiques.

Attendre, attendre!

Les troupes et les trusts n'en n'ont pas le temps!

De La Rocque s'est déconsidéré aux yeux de ses plus acharnés partisans. Des autres... n'en parlons pas. Ils n'existent plus!

C'est le moment qu'attendait un ancien militant ouvrier pour jeter les bases d'un nouveau parti, à la fois social et national. Copié sur le parti national socialiste hitlérien.

***

Il avait fondé, à Saint-Denis, un petit journal intitulé « L'Emancipation ». Or, ces derniers temps, Doriot achète une imprimerie, élargit son journal du plan local au plan national et le titre devient « L'Emancipation Nationale ». Tous les militants savent ce que coûte le lancement d'un journal. Jacques Doriot ne peut honnêtement disposer que de ses traitements de maire et de député. Alors? D'où vient l'argent?

Pendant longtemps Doriot avait joui, à Saint-Denis surtout, d'une grande popularité auprès du prolétariat de la métallurgie.

Depuis un an, après certaines manœuvres plus ou moins honnêtes, ceux qui l'avaient soutenu dans la lutte pour l'unification de la classe ouvrière l'ont quitté.

Il allait vers la défaite certaine. Et quand un homme s'évade de la route que suit la classe laborieuse, il tombe fatalement dans les sentiers battus par les politiciens aux ordres du Capital.

Des troupes sans chefs étaient là. C'était trop tentant.

Que ces troupes soient des fascistes avérés comme Roger de Saivre et les autres, aucune importance.

***

Ces dissous veulent un parti capable de renverser par tous les moyens le Front Populaire. Doriot veut montrer au P. C. qu'il peut fonder « quelque chose » et qu'il peut arriver à écarter du Communisme des travailleurs confiants dans les destinées de ce parti.

Tous ces gens s'assemblent s'agitent et, pour l'instant constituent une sérieuse menace.

Les C. D. F. n'avaient pas été pris au sérieux, au début. Moins de trois années plus tard, c'étaient les adversaires directs du mouvement ouvrier. Il en est de même pour le nouveau parti Doriot. Il ne faut pas sous-estimer l'homme. Il faut se rendre compte de ses nouvelles recrues.

L'action vigilante et disciplinée de la classe ouvrière ne doit pas se relâcher un seul instant. Plus que jamais, il faut regarder le danger bien en face, et administrer sans faiblesse les remèdes nécessaires.

Pas d'hésitations! Pas de compromissions! Plus de tergiversations!

Le gouvernement et le peuple se doivent de faire sentir aux émeutiers si haut placés soient-ils, toutes les rigueurs de la loi. Doriot veut jouer avec le feu? Tant pis pour lui s'il se brûle. Nous savons que les gros capitalistes sont prêts à le soutenir. Il est le seul espoir de la classe privilégiée. Mais nous savons aussi que derrière le gouvernement actuel, il y a une masse d'hommes aux mains calleuses, aux bras puissants et qu'ils n'hésiteront pas une seconde à le faire sentir à ceux qui voudraient les plonger dans la misère et le fascisme. Quant à nous, jeunesses socialistes, nous ne modifions pas nos moyens de combat, de propagande et d'éducation.

Plus que jamais nous clamons: Rassemblement autour de notre drapeau rouge pour la victoire totale du prolétariat des villes et des champs.

Vive le gouvernement de Front Populaire, prélude du gouvernement socialiste de demain.

IMBERT.

TRICOLORITE

Les drapeaux tricolores sont toujours aux fenêtres.

Voilà une manifestation qui vous plait. Démonstration d'impuissance. Certes, c'est là un fait incontestable.

Mais il y a autre chose. Il a fallu un sursaut d'énergie à nos nationalistes pour pavoiser. Ils pensaient en effet, que la classe ouvrière allait réagir brutalement. Mais la classe ouvrière a compris. Elle regarde, elle se souviendra. Sa mémoire est bonne.

Tous ces drapeaux qui sont sortis timidement, certains huit jours après l'inauguration, n'osent plus rentrer.

Nous marquons les points.

Qui se dégonflera le premier?

Ils préfèrent tous se donner l'illusion de la force.

Mais le bon Dieu est avec nous!

Depuis que les drapeaux tricolores sont aux fenêtres, il pleut. Et chaque matin en allant à l'atelier ou au bureau, nous constatons une évolution qui fait vraiment plaisir.

Les nationalistes qui sont si fiers de leurs trois couleurs, ne sont généralement pas très généreux. Atteints par les revendications de la classe ouvrière, les portefeuilles s'amenuisent, et comme le budget du ventre n'est jamais réduit par nos bourgeois, le budget de la « tricolorite » a été touché.

Demain, en allant au marché, vous achèterez deux fanions tricolores.

— Bien Madame.

— Mais surtout, ne dépassez pas cinq francs.

— Pour les deux?

— Pour les deux!

Aussi grâce à la pluie, le blanc des drapeaux n'existe déjà plus.

Pour le 14 juillet, tous seront rouges.

Pourvu qu'ils ne pensent pas à faire marcher l'Usine sans moi.

VIGILANCE

Boulevard Saint-Michel

Les masses encadrées par nos J.G.S. sont de plus en plus vigilantes.

Plus un fasciste boulevard Saint-Michel, tel est le mot d'ordre qui passe dans les faits, approuvé et appuyé par les agents de police républicains.

Cependant nous devons signaler l'attitude équivoque des *officiers* qui depuis deux samedis, essaient de faire disperser nos vendeurs du « Populaire », et de protéger des groupes de provocateurs francistes qui, en troupes de 20 à 30, tentent de diffuser leur torchon d'assassins. Contre cela J.G.S. crie « Alerte », nous ne tolérons pas que l'on tourne la loi imposée par les masses populaires. Nous l'avons dit nettement, samedi dernier, à ces curieux défenseurs de la République. Nous empêchâmes aussi l'arrestation de plusieurs de nos camarades par les officiers de paix (!) chiappistes. Nous tenons d'ailleurs à signaler l'attitude correcte et loyale des agents qui ne tombaient pas dans le traquenard où voulaient les entraîner leurs chefs, saboteurs des ordres du gouvernement.

Nous avertissons pour la dernière fois quelques égarés :

3 malheureux agents de police qui ont cru devoir manifester leur sympathie fasciste. L'un frappa sauvagement un chef J.G.S., un deuxième nous provoqua en criant « Vive Chiappe! », et le troisième cru très spirituel d'insulter grossièrement, dans un style de pédéraste, le Front Populaire.

Nous eumes une entrevue, dimanche, avec notre camarade Salengro, délégué par nous, au ministère de l'Intérieur pour exécuter *envers et contre tous,* les volontés de la classe ouvrière, notre camarade nous a promis de prendre des sanctions et nous demande de rester en liaison permanente avec lui. Une délégation a été nommée par nos organismes responsables à cette fin.

En avant J.G.S. plus que jamais, pour la *Dissolution effective des dissous,* et pour *l'épuration de la police.*

VIVE L'ACTION DIRECTE

Nos jeunes camarades de Colombes ont compris avec une spontanéité révolutionnaire la tâche qui incombe aux travailleurs en alerte et contre la tricolorite et les fascistes, par l'affiche suivante ils ont pris position :

JEUNESSE SOCIALISTE
S. F. I. O.

RIPOSTEZ!...

Les fascistes de tous poils, pour protester contre leur dissolution, pavoisent aux couleurs « Nationales » du capitalisme français dont ils sont à la solde.

Camarades antifascistes *qui comprenez,* qui voulez briser vos chaînes et, que votre libération ne peut être que votre seule œuvre, *Profitez* de l'occasion qui vous est offerte. *Notez* les adresses, les noms si possible) où vous verrez flotter le drapeau des fusilleurs (la liste ainsi établie pourra peut-être un jour nous servir...)

Adhérez aux Jeunesses Socialistes la véritable organisation de classe existante.

Pour la Révolution socialiste et son glorieux drapeau.

Contre le Capitalisme affameur!

Serrons les rangs, grossissez-les et nous vaincrons.

Nous en faisons le serment!

Le Groupe de Colombes.

Et le coup a porté puisque « L'Echo de Paris » s'est mis à crier au scandale et à la provocation! Cela renforce notre conviction. Pour abattre le fascisme et anéantir ses ligues, seule une attitude forte et décidée du prolétariat organisé, est une garantie.

A chaque manifestation du fascisme, il faut répliquer et alerter les travailleurs. L'application des décrets de dissolution, ne peut se faire que sous notre contrôle direct! Vigilance et organisation de nos forces!

Jeunes! soyez prêts à l'offensive. Employez tous les moyens d'intimidation (campagne de craie, trois flèches, etc...) et toutes vos énergies disciplinées pour que les ligues du Capital soit effectivement dissoutes.